

PRÉFET DE L'ARDECHE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Privas, le 19 JUIN 2015

Affaire suivie par : Jean-Etienne MARTIN  
Unité Territoriale Drôme-Ardèche  
Tél. : 04 75 65 51 53  
Télécopie : 04 75 65 51 58  
Courriel : jean-etienne.martin  
@developpement-durable.gouv.fr  
20150604-RAP-DAEN0495

**DEPARTEMENT DE L'ARDECHE**

**SOCIETE MILLIKEN FRANCE SAS à SAINT-JULIEN-  
EN-SAINT-ALBAN**

**Rapport de l'inspection des installations classées  
pour présentation au CODERST**

**OBJET :** *Réactualisation des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 avril 2012 au regard des modifications apportées par l'exploitant au fonctionnement de son établissement industriel*

**REFER :** *Déclarations de modification d'exploitation par l'exploitant de la société MILLIKEN FRANCE en date des 14 février 2014 et 5 septembre 2014*

**P.J. :** *Projet d'arrêté préfectoral complémentaire*

**Raison sociale :** MILLIKEN FRANCE SA

**Siège social :** La Barnaude - BP n° 3  
07000 Saint-Julien-en-Saint-Alban

**Adresse de l'exploitation :** La Barnaude - 07000 Saint-Julien-en-Saint-Alban

**Activité principale :** Fabrication de câbles traités à base de fibres synthétiques destinés à être utilisés dans l'industrie du caoutchouc

**S3IC :** 61.2416

**Priorité :** PR

## **1 - Introduction**

L'usine MILLIKEN à Saint-Julien-en-Saint-Alban produit des câbles traités à base de fibres synthétiques destinés à être utilisés dans l'industrie du caoutchouc (durites, courroies de transmission, pièces de renforcement, etc...).

Son fonctionnement relève, au titre des ICPE, de l'autorisation préfectorale, notamment pour les activités d'enduction des fils par du latex en suspension dans un milieu solvant ou aqueux, et par l'emploi de procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles.

Les installations et activités de cet établissement sont les suivantes :

- le retordage qui consiste en une opération de réalisation des câbles (enduction) plus ou moins gros, par torsion et assemblage des fils ;
- l'adhérisage qui consiste au traitement des câbles (enduction) par imprégnation de produits à base de latex.

Cet établissement a son fonctionnement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012114-0006 du 23 avril 2012 pour, notamment, l'utilisation de procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique n° 2915-1-a) et l'enduction (adhérisage) de caoutchouc ou autres élastomères (rubrique n° 2940-2-a).

A ce titre, l'arrêté de fonctionnement prévoit des prescriptions techniques, notamment pour ce qui concerne les rejets atmosphériques et aqueux provenant des ateliers de production.

## **2 – Modifications du classement ICPE et des prescriptions de l'arrêté de fonctionnement**

L'exploitant nous a fait part de certaines modifications qui sont pour certaines notables mais pas substantielles.

Elles concernent :

- le classement ICPE (article 1.2 de l'arrêté d'autorisation) pour l'abandon de certaines des activités et le changement de la nomenclature des installations classées. Les rubriques 1158 (emploi de MDI), 1412 (dépôt de gaz), 1432 (dépôt de liquides inflammables < 50 tonnes sous la nouvelle rubrique 4331) et 1433 (installation de mélange à froid) sont à supprimer. Par contre le dépôt de gaz combustible liquéfié est classé dorénavant sous la rubrique 4718-2 (déclaration) de la nomenclature des installations classées.

De plus, cet établissement relève de la rubrique IED 3670 compte tenu de la consommation de solvants (toluène) qui s'élève à 315 tonnes.

- les prescriptions de l'arrêté de fonctionnement relatives à la pollution atmosphérique.

A ce titre, le plan de gestion des solvants 2014 fait apparaître une consommation de toluène de l'ordre d'environ 315 tonnes/an. 295 tonnes de solvants sont canalisés et détruits par un oxydateur thermique régénératif et les déchets traités en centre spécialisé en contiennent environ 4 tonnes. Sur les 15 tonnes environ restants (diffus), 3,2 tonnes ont été récemment canalisées par le biais d'un capotage sur des points d'émissions, notamment des bacs de solvants.

Ces aménagements nécessitent la révision de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation afin de supprimer les points d'émission à l'atmosphère correspondants qui sont le RD6, RD4, RF4, RD5 et RF5.

- Enfin les prescriptions de l'arrêté d'autorisation relatives au rejet des eaux résiduaires (article 4.3.8.4) sont à modifier dans les conditions suivantes :

Les rejets aqueux provenant des ateliers et les eaux usées sanitaires (pour la plus grande part) sont évalués à environ 2m<sup>3</sup>/h et de l'ordre de 7 m<sup>3</sup>/j et sont traités dans la station d'épuration « Ouvèze Vive » sur la commune de Le Pouzin.

Les modifications demandées sont relatives à la convention de déversement des eaux usées contractée avec la communauté d'agglomération de Privas Centre Ardèche qui gère la station d'épuration précitée. Les paramètres visés sont les suivants :

Paramètres	Valeurs limites fixées dans l'AP	Valeurs limites au rejet	Flux au rejet
DCO	450 mg/l	733 mg/l	5,1 kg/j
MES	60 mg/l	470 mg/l	3,3 kg/j
DBO <sub>5</sub>	45 mg/l	400 mg/l	2,8 kg/j
P	5 mg/l	13 mg/l	0,1 kg/j

*Les nouvelles valeurs limites au rejet sont celles fixées dans la convention de déversement des eaux résiduaires.*

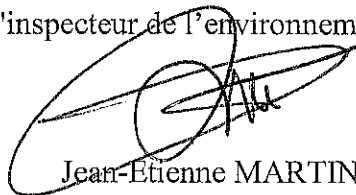
Le reste est sans changement.

### **3 – Conclusion**

Nous proposons à monsieur le préfet de l'Ardèche, après examen du CODERST, de donner une suite favorable à cette mise à jour, pour encadrer et suivre le fonctionnement de cet établissement dans les meilleures conditions.

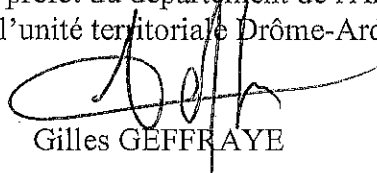
Ci-joint un projet d'arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté d'autorisation.

L'inspecteur de l'environnement



Jean-Etienne MARTIN

Vu, approuvé et transmis à  
monsieur le préfet du département de l'Ardèche  
Le chef de l'unité territoriale Drôme-Ardèche



Gilles GEFFRAYE

Privas, le 13 juin 2015

